



*le centre de ressources
du développement territorial*

Rapport d'activité 2010

CONTACT

Etd

30 rue des Favorites 75015 Paris

Tél. 01 43 92 67 67 - etd@etd.asso.fr

www.projetdeterritoire.com



Au titre de sa mission d'intérêt général, Etd bénéficie du soutien de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale et de la Caisse des dépôts.



Édito

Dans la suite des programmes engagés en 2009, les travaux de recherche-développement conduits en 2010 par Etd ont été centrés sur les conditions du développement durable des territoires.

Ils ont été déclinés en quatre axes principaux relatifs à l'élaboration de stratégies de développement autour des questions :

- de l'économie : développement des éco-filières, de l'économie résidentielle, gestion territoriale des emplois et des compétences et sécurisation des parcours professionnels ;
- du cadre de vie : organisation d'une offre locale de services viable et accessible, intégrant des travaux spécifiques sur les questions centrales de l'offre de soins et de la mobilité ;
- de l'impact environnemental des activités des territoires et de la nécessaire adaptation des politiques publiques au regard des priorités du Grenelle de l'environnement ;
- des outils et conditions de mise en œuvre de ces stratégies : planification spatiale, conditionnalité des aides, etc.

Parallèlement, afin d'assurer au mieux sa mission de centre de ressources du développement territorial, Etd a poursuivi le travail engagé en 2009 sur l'adaptation de son offre de services par un programme spécifique de communication visant à mieux faire connaître ses missions et ses produits aux collectivités qui en sont destinataires.

Une politique de diffusion gratuite, élargie à l'ensemble des Régions, Départements et intercommunalités de plus de 10 000 habitants a renforcé l'effort de communication et de diffusion.

En termes de partenariats, Etd a conforté ses relations avec un certain nombre de structures œuvrant dans le champ du développement territorial. Ainsi, de nouvelles coopérations ou articulations ont été définies ou sont en cours de définition avec le CERTU, la FNPFRF, la Fédération nationale des SCoT, l'AGDCF.

Marc CENSI
Président d'Etd

Sommaire

1. Faits marquants 2010	4
2. Fonctionnement et vie de l'association	6
Adhérents et activités des instances de l'association	6
Conseil d'administration	6
Fonctionnement de l'équipe	7
Liste des adhérents au 31-12-2010	8
3. Recherche-développement « Thématiques »	10
Compétitivité et attractivité des territoires	10
1. Observation des mutations territoriales	10
2. Gestion territoriale, emploi, formation, compétences – Programme FSE	10
3. Économie résidentielle	11
4. Éco-filières – filière bois	11
5. Projets touristiques	12
Offre locale de services	12
6. L'offre locale de services	12
7. Mobilité durable	12
8. Santé et territoires	13
Environnement - Mise en œuvre des mesures issues du Grenelle	13
9. Nature en ville – Note d'observation	13
10. Grenelle de l'environnement	14
11. Les ateliers territoriaux du Grenelle	14
12. Concours « Capitale française de la biodiversité »	15
13. Partenariat ADEME	15
14. Climat pratic : adaptation de l'outil Climate compass	15
Planification spatiale	16
15. SCoT et économie	16
16. SCoT – Mise en œuvre – Suivi	16
17. Atelier « Cahier des charges SCoT »	16
4. Recherche-développement « Conduite de projet et ingénierie »	17
18. Le réseau teddj	17
19. Animation de réseau – démarche GIZC	17
20. Agendas 21 et exercice des compétences	18
21. DDTM du Gard : analyse des cohérences territoriales	18
22. CACEM : référentiel développement durable	18
23. Réseau rural français	19
24. Réseau des agendas 21	19
25. Prospective territoriale	19
26. Articulation urbain-rural	20
5. Recherche-développement « Partenariat Territoires/Régions/Départements »	21
27. Programme Mobilité	21
28. Conditionnalité des aides	21
6. Services	22
29. Services aux territoires	22
30. Services aux Régions et Départements	23
31. Interventions dans des manifestations régionales ou départementales	23
32. Aide à la définition des politiques territoriales régionales par des travaux de benchmarking	23
33. Site Internet et services associés	24
34. Allo Territoires services	25
35. Liste des publications 2010	25

1. Faits marquants 2010

L'année 2010 a été marquée par la réflexion sur la stratégie de communication de l'association. Réalisé avec l'aide d'un cabinet spécialisé en communication publique, associé à un institut de sondage, ce travail a été conduit avec le conseil d'administration, un groupe d'usagers et le personnel.

Une enquête quantitative...

Une enquête par téléphone a été administrée début mars 2010 auprès d'un échantillon de 507 agents de collectivités, d'intercommunalités et de pays. Il s'agissait de mesurer la notoriété d'Etd, comparativement à d'autres organismes proposant également leurs services aux collectivités territoriales, d'évaluer son image et de mieux connaître les attentes ou priorités de ces acteurs, en termes de ressources, de conseils sur les thèmes et métiers liés au développement territorial.



des utilisateurs des
services sont prêts à
recommander Etd
à leurs pairs

71% de la cible connaît ou a entendu parler d'Etd, un score qui la place au 3ème rang, comparativement aux principaux organismes auxquels elle était comparée : CERTU et Mairie-conseils. Parmi la cible étudiée les représentants des conseils régionaux et des pays apparaissent comme de bons connaisseurs de l'association et de ses travaux. La caractéristique « adhérent » n'induisant pas de modifications substantielles des résultats.

Les utilisateurs des services de l'association lui accordent une note de satisfaction moyenne de 7,6 sur 10 et, pour 98% d'entre eux, sont prêts à recommander Etd auprès de leurs pairs. En termes d'image 50% des personnes interrogées déclarent qu'Etd est proche du terrain et incontournable lorsqu'on recherche des expériences. 43% des répondants regrettent qu'Etd ne fasse pas suffisamment parler d'elle, ce qui confirme les intuitions à l'origine de cette réflexion sur la communication.

... enrichie d'une phase qualitative

Ce travail d'enquête quantitative a été complété par une phase qualitative composée de trois séquences de travail qui ont eu lieu en mai 2010. La première s'est déroulée lors du conseil d'administration de l'association ; la deuxième a mobilisé un groupe d'usagers, rassemblant une quinzaine de techniciens de collectivités et d'intercommunalités, adhérents ou non de l'association, mais qui, à un degré variable, connaissaient une partie des activités et des travaux d'Etd et recouraient à ses services ; la dernière séquence a réuni les salariés de l'association pour leur soumettre les réactions du groupe d'usagers.

Enfin un séminaire réunissant le président de l'association et l'ensemble des salariés a eu lieu en septembre afin de présenter et de débattre des préconisations opérationnelles du cabinet qui a accompagné l'association.

Ces différents travaux ont permis d'identifier des spécificités de l'association et de son positionnement tels que la notion « de trait d'union » entre le local et le national et entre niveaux de collectivités, la notion d'intérêt général, la production d'une expertise en propre au-delà de sa

fonction reconnue de centre de ressources, une méthode de travail originale associant partenaires et usagers aux travaux d'études et, enfin, la capacité de l'association à constituer un lieu ouvert d'échanges et de débats entre collectivités.

Les résultats tant quantitatifs que qualitatifs ont mis en évidence qu'Etd avait toujours communiqué sur son offre de produits et de services au détriment de son affirmation institutionnelle. Les produits et les services de l'association s'en trouvent autonomisés et peinent parfois à être associés à leur émetteur, Etd.

Des préconisations

Pour remédier à ce déficit de communication plusieurs pistes de travail ont été identifiées. Tout d'abord le président et la directrice de l'association ont poursuivi et renforcé leurs relations avec différents acteurs institutionnels tant lors de contacts bilatéraux destinés à établir de futurs partenariats qu'à l'occasion d'interventions afin de valoriser l'expertise d'Etd lors d'événements publics.

Il a été décidé de réaliser une plaquette institutionnelle et de revoir le traitement graphique de l'ensemble des outils d'information et de communication afin de renforcer leur cohérence et de mettre plus en avant l'association. Ce travail sera mis en œuvre au cours de l'année 2011 et débutera notamment lors de la refonte du site internet.

Un certain nombre de préconisations opérationnelles destinées à renforcer la visibilité de l'association (communication croisée entre produits et services, campagnes récurrentes de promotion des services notamment auprès des adhérents, etc.) sont d'ores et déjà mis en œuvre. D'autres comme la réalisation de digests d'études et d'envois fréquents de documents synthétiques auprès des élus et d'un groupe de décideurs restent encore à l'étude en raison des surcoûts qu'elles induisent.

Deux séminaires en co-production

Fortement mobilisée pour deux séminaires co-organisés avec des partenaires, un colloque à Arras sur la santé avec la Datar et la DGAS en septembre et un colloque de deux jours consacré aux Plans climat territoriaux coordonné par l'Ademe, Etd n'a pas organisé de séminaire national cette année.

Une nouvelle revue T comme territoires

En 2010, Etd a publié les deux premiers numéros de sa nouvelle revue T comme territoires. Entièrement refondue tant sur le plan éditorial que graphique, cette revue, fondée sur les travaux de l'association, a l'ambition d'être un vecteur essentiel de la communication institutionnelle de l'association. À cet effet, T comme territoires est très largement diffusée : elle a ainsi été adressée à l'ensemble des parlementaires, aux présidents des conseils régionaux et généraux, des intercommunalités de plus de 10 000 habitants, des pays ainsi qu'à une sélection de leurs collaborateurs, soit à près de 6000 destinataires. Afin d'équilibrer les coûts induits par cette diffusion élargie, la vente d'espaces publicitaires dans la revue a été entreprise. EDF, GrDF et la Chambre de commerce et d'industrie de Paris sont ainsi devenus les trois premiers annonceurs de la revue.

2. Fonctionnement et vie de l'association

Adhérents et activités des instances de l'association

En 2010, comme les années précédentes, le nombre de régions adhérentes est resté stable. Deux conseils généraux, adhérents de l'association depuis 2006, n'ont pu renouveler leur adhésion en 2010 pour des raisons budgétaires (Nièvre et Hérault), le Loir-et-Cher a, quant à lui, rejoint l'association à l'occasion de sa participation à un programme de recherche-développement, ce qui porte le nombre de conseils généraux adhérents à l'association à 15.



adhérents
au 31-12-2010
(183 territoires, 12 Régions
et 15 Départements)

Le collège des territoires de projets compte 183 membres représentant 126 pays, 53 intercommunalités et 4 autres types d'organismes (parcs naturels régionaux et SCoT) ce qui représente une progression du nombre d'adhérents de 15%, le nombre de départements et de régions adhérents étant resté stable par ailleurs.

Le conseil d'administration s'est réuni le 11 mai 2010 et a débattu notamment des premiers résultats et pistes de travail en matière de communication : qualification d'Etd, nom, signification de l'acronyme.

Un conseil d'orientation s'est tenu le 26 octobre 2010 dans les locaux de la Caisse des dépôts. Il avait pour objectif de réfléchir à l'enjeu que constitue aujourd'hui la co-production du développement territorial entre les différents niveaux de collectivités et à débattre avec nos partenaires et des membres de l'association de l'intérêt et de l'opportunité pour Etd d'engager des travaux de recherche-développement sur cette problématique. À l'issue de cette séquence de travail un groupe de collectivités volontaires, accompagné par Martin Vannier s'est réuni avec des représentants d'Etd pour identifier les thématiques pouvant faire l'objet de chantiers.

L'assemblée générale ordinaire, initialement prévue le 26 octobre 2010, a finalement été tenue le 9 novembre 2010 faute de quorum.

Conseil d'administration

BUREAU

Marc Censi, Président d'Etd
Gérard Longuet, Sénateur de la Meuse
Bernard Mugniery, Trésorier d'Etd
Jacques Péliissard, Président - AMF
Robert Savy, Vice-Président d'Etd

COLLÈGE RÉGIONS

Michèle Tregan, Vice-présidente – Conseil régional de Provence – Alpes – Côte d’Azur
Marie-Madeleine Mialot-Muller, Vice-Présidente - Conseil régional du Centre
Gérard Vandembroucke, Vice-Président - Conseil régional du Limousin
Philippe Richert, Président - Conseil régional d’Alsace

COLLÈGE DÉPARTEMENTS

Éric Gautier, Président - Conseil général des Deux-Sèvres
Jean-Yves Gouttebel, Président - Conseil général du Puy-de-Dôme
Franck Lombard, Vice-président - Conseil général de la Savoie

COLLÈGE TERRITOIRES

Catherine Boursier, Présidente - Conseil de développement Pays du Val de Lorraine
René Logereau, Vice-Président - Pays du Mans
Jean-Charles Lorigoux, Président - Conseil de développement Pays de la Puisaye Forterre
Jean-Pierre Mimiague, Président - Pays du Grand Pau
Philippe Trotté, Vice-Président - Communauté de communes d’Erdre et Gesvres

Fonctionnement de l’équipe

Depuis janvier 2010 Delphine Vincent assure la direction de l’association à la suite du départ en retraite de François Collignon. Isabelle Robinot-Bertrand, responsable de l’équipe énergie environnement urbanisme, recrutée en septembre 2010 a rejoint l’équipe de direction, composée de Delphine Vincent et des deux responsables d’équipe, Armelle Laperriere et Gilles Rey-Giraud.

La composition de l’équipe a évolué avec plusieurs départs et arrivées. Dorénavant un seul chargé de mission, Vincent Wisner, intervient sur les questions d’énergie/climat et de développement durable. Le poste ainsi libéré a permis de recruter une chargée de mission sur la thématique des services, Fanny Schenck, en octobre 2010. Ainsi qu’il l’avait été envisagé en 2009, un autre juriste a été recruté, Stéphanie Le Bihan, ce qui a permis de développer un nouveau pan d’activités, notamment sur la commande publique. Enfin, l’administratrice de la base de données, Evelyne Devillers, a pris sa retraite en mai 2010 et a été remplacée par Vincent Nicat.

La direction a poursuivi les procédures d’association du personnel à la préparation de décisions telles que la refonte du site internet et la réflexion sur la communication. Etd cette année a formalisé ses engagements en faveur du développement durable dans une charte reproduite en quatrième de couverture.



collaborateurs
1 directrice, 13 chargés de mission, 3 assistantes, 1 journaliste, 1 documentaliste, 1 chargé de communication/webmestre, 2 infographistes, 1 gestionnaire de base de données, 1 responsable achat (temps partiel) et 1 comptable (temps partiel)

Liste des adhérents au 31-12-2010

RÉGIONS ADHÉRENTES

CONSEIL RÉGIONAL ALSACE
CONSEIL RÉGIONAL DE BOURGOGNE
CONSEIL RÉGIONAL DE BRETAGNE
CONSEIL RÉGIONAL DU CENTRE
CONSEIL RÉGIONAL CHAMPAGNE-ARDENNE
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE CORSE
CONSEIL RÉGIONAL DE LA HAUTE NORMANDIE
CONSEIL RÉGIONAL DU LIMOUSIN
CONSEIL RÉGIONAL MIDI-PYRÉNÉES
CONSEIL RÉGIONAL PICARDIE
CONSEIL RÉGIONAL DE POITOU-CHARENTES
CONSEIL RÉGIONAL PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

DÉPARTEMENTS ADHÉRENTS

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GIRONDE
CONSEIL GÉNÉRAL DU PUY-DE-DÔME
CONSEIL GÉNÉRAL DES CÔTES D'ARMOR
CONSEIL GÉNÉRAL DU FINISTÈRE
CONSEIL GÉNÉRAL DU CHER
CONSEIL GÉNÉRAL DE LOIR-ET-CHER
CONSEIL GÉNÉRAL DU LOIRET
CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ESSONNE
CONSEIL GÉNÉRAL DE L'HÉRAULT
CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTES-PYRÉNÉES
CONSEIL GÉNÉRAL DE TARN-ET-GARONNE
CONSEIL GÉNÉRAL DU PAS-DE-CALAIS
CONSEIL GÉNÉRAL DE LOIRE-ATLANTIQUE
CONSEIL GÉNÉRAL DE L'AIN
CONSEIL GÉNÉRAL DES DEUX-SÈVRES
CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SAVOIE

TERRITOIRES ADHÉRENTS

Alsace

CC DU PIÉMONT DE BARR
PAYS BRUCHE-MÖSSIG-PIÉMONT
PAYS SAVERNE, PLAINE ET PLÂTEAU
PAYS SAINT LOUIS ET DES TROIS FRONTIÈRES

Aquitaine

PAYS L'ISLE EN PÉRIGORD
PAYS PÉRIGORD NOIR
PAYS BASSIN D'ARCACHON ET VAL DE L'EYRE
CC DU PAYS FOYEN
CC M.A.C.S. MAREMNE ADOUR CÔTE SUD
CC DE MIMIZAN
PAYS ADOUR LANDES OCÉANES
CA D'AGEN
CC DU FUMELOIS LÉMANCE
CC VAL DE GARONNE
PAYS AGENAIS
CA DE BAYONNE ANGLETT BIARRITZ
CC DU PIÉMONT OLORONNAIS
CC DE LACQ
PAYS OLORON HAUT BÉARN
PAYS DU GRAND PAU

Auvergne

PAYS VALLÉE DE MONTLUÇON ET DU CHER
CA MOULINS COMMUNAUTÉ
PAYS D'AURILLAC
CC RIOM COMMUNAUTÉ
CC DU PAYS DE PIONSAT
PAYS COMBRAILLES

TERRITOIRES ADHÉRENTS

Basse Normandie

PAYS AUGÉ EXPANSION
PAYS BESSIN AU VIROIS
PAYS CAEN
PAYS DU COTENTIN
PAYS SAINT LOIS
PAYS ALÉNÇON
PAYS ARGENTAN-AUGÉ ORNAIS
PAYS OUCHE
PNR PERCHE
CC DU PAYS DE L'AIGLE

Bourgogne

PAYS CHATILLONNAIS
PAYS AUXOIS MORVAN CÔTE D'ORIENT
CD DE LA CA ET DU PAYS DE NEVERS
PAYS BOURGOGNE NIVERNAISE
PAYS NIVERNAIS MORVAN
PAYS AUTUNOIS MORVAN
PAYS CHAROLAIS BRIONNAIS
PAYS DU CHALONNAIS
PAYS SUD BOURGOGNE
PAYS BRESSE BOURGUIGNONNE
CU LE CREUSOT MONTCEAU
PAYS DU TONNERROIS
CC DE L'AUXERROIS
CD PAYS DE LA PUISAYE FORTERRÉ

Bretagne

CC COTE D'ÉMERAUDE
CC DU PAYS DE LANVOLLON PLOUHA
PAYS DU CENTRE OUEST BRETAGNE
PAYS DU TREGOR-GOÉLO
PAYS DE CORNOUAILLE
PAYS MORLAIX
AD DU PAYS DES ABERS
PAYS BROCÉLIANDE
PAYS DE FOUGÈRES
PAYS REDON ET VILAINÉ
PAYS AURAY
PAYS PONTIVY

Centre

PAYS VIERZON
PAYS BERRY ST-AMANDOIS
PAYS DROUAIS
PAYS PERCHE
PAYS TOURAINÉ CÔTE SUD
CC DU BELLEGARDOIS
GAL FORÊT D'ORLÉANS LOIRE SOLOGNE

Champagne-Ardenne

CC ARDENNE RIVES DE MEUSE
PAYS SEDANAIS
PAYS ARMANCE
PAYS PLAINE DE CHAMPAGNE
PAYS SEINE EN PLAINE CHAMPENOISE
PAYS LANGRES
PAYS DE CHAUMONT
PAYS NORD HAUT MARNAIS
PAYS DE CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE
PAYS EPERNAY TERRES DE CHAMPAGNE
PAYS VITRYAT

Corse

CC DE LA CASINCA

TERRITOIRES ADHÉRENTS

Franche-Comté

CA DU GRAND BESANÇON
PAYS DE L'AIRE URBAINE BELFORT-MONTBELIARD-HERICOURT-DELLE
PAYS DOUBS CENTRAL
PAYS LOUE LISON
PAYS HAUT JURA
PAYS VESOUL
PAYS VOSGES SAÔNOISES

Haute-Normandie

PAYS AVRE EURE ET ITON
PAYS RISLE ESTUAIRE
PAYS ROUMOIS
PAYS BRAY
PAYS ENTRE SEINE ET BRAY

Île-de-France

CA DE MARNE ET GONDOIRE
CA VAL ET FORÊT
CA VALLÉE DE MONTMORENCY - CAVAM
ACTEP
CA DU HAUT VAL DE MARNE
CA VAL DE BIÈVRE

Languedoc-Roussillon

PAYS CORBIÈRES MINERVOIS
PAYS UZÈGE PONT DU GARD
PAYS VIDOURLE CAMARGUE
CC GRAND LUSSAN
PAYS CŒUR D'HERAULT
PAYS HAUT LANGUEDOC ET VIGNOBLES
PAYS GORGES CAUSSES CÉVENNES
CA PERPIGNAN MEDITERRANÉE
PAYS PYRÉNÉES MEDITERRANÉE
PAYS VALLÉE DE L'AGLY
PAYS TERRES ROMANES EN PAYS CATALAN

Limousin

PAYS TULLE
CC CREUSE THAURION GARTEMPE - CIATE
PAYS COMBRAILLE EN MARCHÉ
PAYS OUEST CREUSE
PAYS SUD CREUSOIS
CC DU PAYS DE LA MÉTÉORITE
PAYS SAINT YRIEIX SUD HAUTE VIENNE
PAYS OUEST LIMOUSIN

Lorraine

CC DE MOSELLE ET MADON
CD PAYS DU VAL DE LORRAINE
PAYS BASSIN DE BRIEY
PAYS LUNÉVILLOIS
PAYS BARROIS
CC CHARNY-SUR-MEUSE
PAYS SARREGUEMINES-BITCHE-SARRALBE
PAYS DE SARRBOURG
PAYS ÉPINAL, CŒUR DES VOSGES

Midi-Pyrénées

CA DU GRAND RÔDEZ
PAYS RUTHÉNOIS
CC DE LOMAGNE GERSOISE
PAYS TOLOSAN
PAYS SUD TOULOUSAIN
CA DU GRAND TARBES
PAYS DE FIGEAC
PAYS ALBIGEOIS ET BASTIDES

TERRITOIRES ADHÉRENTS

PAYS VIGNOBLE GAILLACOIS, BASTIDES ET VAL DADOU
CC VÈRE GRÉSIGNE
PAYS MIDI-QUERCY

Nord-Pas de Calais

PAYS CAMBRÉSIS
CA DU BOULLONNAIS
PAYS 7 VALLÉES

Pays de la Loire

CC D'ERDRE ET GESVRES
CD CC LOIRE ET SILLON
CD DU PAYS DES VALLÉES D'ANJOU
PAYS DE LOIRE EN LAYON
CD DU PAYS HAUT ANJOU SEGRÉEN
PAYS HAUTE-MAYENNE
CC PAYS DE MAYENNE
PAYS HAUTE-SARTHE
PAYS MANS
PAYS VALLÉE DE LA SARTHE
PAYS YON ET VIE

Picardie

CC DU CANTON D'OULCHY LE CHÂTEAU
PAYS THIÉRACHE
PAYS SUD DE L'OISE
PAYS DU GRAND AMIÉNOIS
PAYS 3 VALLÉES

Poitou-Charentes

PAYS OUEST CHARENTE - PAYS DU COGNAC
SCoT ANGOUMOIS
PAYS VALS DE SAINTONGE
PAYS MARENNES OLÉRON
CA DE NIORT
CC THOUARSAIS
PAYS DU HAUT VAL DE SÈVRE
PAYS BOCAGE BRESSUIRAIS
PAYS DE GÂTINE
PAYS THOUARSAIS
PAYS MELLOIS

Provence-Alpes-Côte d'Azur

PAYS ARLES
PAYS ASSES, VERDON, VAIRE VAR
PAYS SERRE-PONÇON UBAYE DURANCE
PAYS VÉSUBIE

Rhône-Alpes

PAYS ARDÈCHE MÉRIDIONALE
PAYS ARDÈCHE VERTE
CC DU PAYS BEAUME DROBIE
CC DU VAL DE DRÔME
PAYS SUD GRÉSIVAUDAN
CC DE FOREZ EN LYONNAIS
CC PAYS ENTRE LOIRE ET RHÔNE
SYNDICAT MIXTE ACCOLADE Ouest Lyonnais
ASSEMBLÉE DU PAYS DE TARENTOISE - VANOISE
CC HAUTE MAURITIENNE VANOISE

DOM-TOM

CA DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE

3. Recherche-développement « Thématiques »

Compétitivité et attractivité des territoires

1. Observation des mutations territoriales

Ce programme réalisé en partenariat avec la DATAR, dont le cahier des charges a été approuvé en février 2009, a connu un retard dans l'exécution en raison de la nécessité de l'articuler dans le temps avec d'autres travaux de l'observatoire des territoires. Relancé début 2010, il a donné lieu dans un premier temps à une proposition de typologie des zones d'emploi sur la base de 28 variables, traitées selon une classification ascendante hiérarchique, qui viennent ainsi compléter les analyses conduites avec la méthode SFP utilisée par la DATAR. Le rapport produit à l'issue de cette phase comprend la description des variables, de la méthode de calcul et la typologie elle-même, sous forme de cartes et de fiches sur les principaux types de zones d'emploi ; elle a été présentée en juillet 2010 au Délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale.

Dans une seconde phase, un travail a été mené afin de mesurer l'écart possible entre la description de la situation territoriale issue de l'analyse typologique et la réalité perçue par les acteurs. Dans ce cadre, des entretiens ont été conduits avec des responsables administratifs de 10 territoires de projet représentatifs de plusieurs zones d'emploi types et ont permis de tester à la fois une grille de questionnement et les limites d'une analyse purement statistique. Les conclusions de cette seconde phase doivent être remises à la DATAR en début d'année 2011.

2. Gestion territoriale, emploi, formation, compétences – Programme FSE

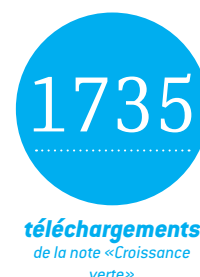
Etd a investi le thème de la gestion territoriale des emplois et des compétences depuis 2008. Ce programme fait l'objet d'une subvention du Fonds social européen pour un projet transnational sur le thème : Faire de la « mutation verte » de l'économie une opportunité pour l'emploi local. Ce projet a associé Etd, la Maison de l'emploi et de la formation du Pays de la Région Mulhousienne, la Maison de l'emploi et de la formation de Sénart, le Forem (service de l'emploi de la Région Wallonne) et la Federación Asturiana de Concejos (FACC).

Les travaux ont essentiellement porté sur des actions sur l'emploi et la formation dans le contexte de la « mutation verte » de l'économie. En s'appuyant sur ces initiatives, ce programme a cherché à approfondir la réflexion sur la manière dont les acteurs du développement territorial pouvaient appréhender l'impact de la « croissance verte » sur les entreprises, les emplois et les métiers de leur territoire, afin d'élaborer des stratégies visant à accompagner la transition écologique de l'économie.

Ce projet s'est concrétisé dans quatre ateliers : à Paris, Mons (Belgique), Mulhouse et Oviedo

[Espagne]. Ces rencontres ont associé, outre les coréalisateurs du projet, des représentants de maisons de l'emploi, de comités de bassin d'emploi, des collectivités territoriales et des structures d'insertion par l'activité économique.

Il s'est achevé sur un séminaire organisé le 8 décembre 2010 en partenariat avec le programme LEED de l'OCDE et l'institut CDC pour la recherche. Une note de restitution des travaux a été diffusée à cette occasion.



3. Économie résidentielle

Un premier travail d'investigation a été réalisé en 2009, pour identifier les retombées de l'économie de services sur l'attractivité des territoires ainsi que des stratégies de développement fondées sur l'économie résidentielle.

Il a été approfondi en 2010 par des travaux sur le thème « Politiques d'accueil et appui au développement d'une économie résidentielle maîtrisée : les démarches et outils opérationnels mis en œuvre dans les territoires ruraux » dans le cadre du groupe de travail « Politiques d'accueil et de maintien des populations » du Réseau rural national.

Un travail d'enquête par entretiens a été réalisé auprès d'une quinzaine de territoires concernés par cette thématique, afin d'identifier les pratiques (diagnostic, stratégie, programmes opérationnels) visant à valoriser la composante résidentielle de leur économie. Sur cette base et à partir d'une analyse exploratoire des améliorations possibles, d'un point de vue méthodologique et opérationnel, un document de synthèse a été rédigé ; il a été diffusé à l'occasion du séminaire du Réseau rural des 16 et 17 décembre à Agen et valorisé lors d'une présentation.

4. Éco-filières – filière bois

Les travaux réalisés en 2008, dans le cadre du Réseau rural national, ont fait l'objet d'une publication en mars 2009 en partenariat avec la FNCoFoR : « Le bois des forêts françaises : une opportunité de développement pour les territoires ruraux ».

Un nouveau programme a été engagé, dans le même cadre, en octobre 2009 et s'est achevé en décembre 2010 avec la rédaction et la publication par Etd de deux ouvrages :

- « **Le bois local dans l'urbanisme et la construction : pistes d'actions pour développer l'économie des territoires ruraux** » : ce travail repose sur l'analyse d'une dizaine d'expériences territoriales conduites à des échelles diverses, principalement en Alsace, Aquitaine et Lorraine ; il propose des pistes pour lever les freins réglementaires, développer la construction bois, concevoir des référentiels constructifs locaux et accompagner la massification de la demande en construction bois.
- « **Recourir au bois local dans la commande publique : guide de recommandations** », qui identifie des pistes méthodologiques et juridiques pour permettre l'utilisation de bois locaux dans des marchés publics de construction, selon la situation du maître d'ouvrage.

2000

téléchargements
en cumulé des deux notes
«Bois local»

Par ailleurs, Etd a assuré en 2010 la coordination du sous-groupe forêt-bois du Réseau rural. À ce titre, outre l'accompagnement des autres porteurs de projets retenus en juillet 2009 dans le cadre de l'appel à propositions du sous-groupe (FNCoFor et Chambre des métiers et de l'artisanat des Vosges) et les relations avec les copilotes du Réseau rural national, Etd a organisé le 29/11/2010 un séminaire d'échanges et de réflexion qui a réuni une soixantaine d'acteurs représentant l'ensemble des maillons de la filière (de la production forestière aux architectes, maîtres d'ouvrage et centres de recherche). Etd a valorisé les travaux du sous-groupe lors du séminaire national du Réseau rural les 16 et 17 décembre à Agen.

5. Projets touristiques

À la suite d'une rencontre organisée en décembre 2008 sur la viabilité économique des projets touristiques, une note méthodologique sur ce même thème a été réalisée, en collaboration avec deux bureaux d'études, IPOLIS et PV2D. Elle a été publiée en février 2010.

Offre locale de services

6. L'offre locale de services

À la suite de ses travaux sur l'offre locale de services, Etd a été sollicitée pour participer aux travaux lancés par le Ministre en charge de l'aménagement du territoire sur l'actualisation de la charte des services publics en milieu rural et pour être contributeur aux Assises des territoires ruraux (groupe 2 « Faciliter la vie quotidienne des populations »).

Etd est associée à la DATAR pour le suivi de l'expérimentation « + de services », qui fait également l'objet d'un partenariat de production avec la CDC Département du développement numérique des territoires. Dans ce cadre, outre le suivi et l'analyse des expérimentations, Etd est engagée dans une réflexion sur l'impact, en termes d'aménagement du territoire, du choix d'une politique d'organisation des services en points mutualisés.

7. Mobilité durable

Dans la suite des travaux engagés depuis 2005 sur les questions de mobilité en milieu rural, et compte tenu de l'importance des questions d'accessibilité aux services, un programme a été lancé en octobre 2010 sur les modalités de coopération entre autorités organisatrices de transports.

Trois régions sont concernées par l'étude : contrat 276 en Haute-Normandie, comité de coordination des AOT alsaciennes (CoCoAOT), syndicat mixte intermodal régional de transports du Nord – Pas de Calais (SMIRT).

Les travaux seront poursuivis en 2011 et donneront lieu à la publication d'une note d'observation. Ils constituent un des éléments de réflexion du programme qu'Etd développera en 2011 sur l'interterritorialité.

8. Santé et territoires

En partenariat avec la DATAR, un programme de travail sur 2009-2010 a été engagé sur trois actions :

- 1) Analyse et présentation des dispositions de la loi « Hôpital, patients, santé et territoires » dans l'objectif de favoriser une appropriation des nouvelles mesures par les collectivités et territoires de projet concernés.
- 2) Analyse des possibilités d'utilisation des outils et dispositifs issus de la loi relative au développement des territoires ruraux et de la loi HPST, que les collectivités et territoires de projet peuvent utiliser pour élaborer une offre locale de santé, en lien avec leur projet de développement territorial.
- 3) Organisation en 2010 d'un séminaire de valorisation des études menées par la DATAR, ainsi que des travaux cités ci-dessus.

Ces travaux ont donné lieu à des textes d'analyse et de présentation de la loi HPST, à la publication d'un ouvrage sur l'organisation de l'offre locale de santé qui a été diffusé à l'occasion d'un séminaire sur le même thème organisé en septembre 2010 à Arras, par le ministère chargé de l'aménagement du territoire, le ministère de la santé, la DATAR, en partenariat avec Etd.



participants
au séminaire d'Arras co-organisé par la DATAR et la DGAS, avec le soutien d'Etd.

Environnement - Mise en œuvre des mesures issues du Grenelle

9. Nature en ville – Note d'observation

À la suite de la note de synthèse sur l'état des lieux des réflexions engagées sur la nature en ville réalisée mi-2009, dans le cadre de la collaboration engagée avec les directions de l'eau et de la biodiversité (DEB) et celle de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages à l'occasion de l'élaboration du plan national « restaurer et valoriser la nature en ville » (plan rendu public le 9 novembre 2010), Etd a décidé de réaliser une note d'observation sur les pratiques des collectivités dans ce champ. Elle a été publiée en novembre 2010.

À l'occasion de ces travaux, Etd a engagé un partenariat de production avec la direction de l'eau et de la biodiversité qui a donné lieu à la réalisation d'un dossier consacré au thème de la nature en ville dans le n°2 de la nouvelle revue d'Etd « T comme territoires ». Un « tiré à part » en 5 000 exemplaires du dossier de la revue a été publié en décembre, à la demande de la DEB.

2400

téléchargements
en cumulé des deux notes
«Nature en ville»

Ces travaux ont également été le support d'une journée territoires « Nature en ville, de quoi parle-t-on ? comment agir ? ».

La collaboration avec le MEDDTL (ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement) se poursuivra en 2011 par la participation d'Etd au comité de suivi de la mise en œuvre du plan, et par son engagement dans la mise en œuvre d'actions du plan national : organisation d'un cycle de conférences (action 4.1), participation à l'instruction de l'appel à projets « écoquartier » de décembre 2010 et analyse de la prise en compte de la nature en ville dans les écoquartiers (action 6.1), contribution au lancement et au suivi de l'appel à projets « trame verte et bleue urbaine » (action 5.1).

10. Grenelle de l'environnement

10 000

téléchargements
en cumulé des 25 fiches
«Décryptage du Grenelle II»

Un travail de décryptage des mesures du Grenelle de l'environnement qui impactent l'action des collectivités a été engagé en partenariat avec le CERTU.

Il a conduit à l'élaboration de 25 fiches éditées en 5 lots couvrant les domaines du climat-énergie, des bâtiments et de l'urbanisme, du transport, de la biodiversité, et de la gouvernance.

En 2011, Etd et le CERTU souhaitent poursuivre ce partenariat avec l'actualisation, le cas échéant, des fiches à la sortie des différents décrets et le traitement de nouvelles thématiques qui restent à définir.

11. Les ateliers territoriaux du Grenelle

2000

exemplaires
diffusés du guide et près de
700 téléchargements

Etd, en partenariat avec la DATAR, le MEEDDM (ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer), la FPNRF (Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France) a publié en octobre 2010 un ouvrage de valorisation de l'opération intitulé « Ateliers territoriaux du Grenelle de l'environnement - Élus et étudiants dessinent un nouvel avenir ».

Cet ouvrage rend compte de l'expérimentation lancée en 2009 par Hubert Falco, alors secrétaire d'État chargé de l'aménagement du territoire, et la DATAR. Dix territoires volontaires (SCoT et parcs naturels régionaux) ont été retenus pour accueillir des ateliers territoriaux du Grenelle et faire travailler ensemble, de façon inédite, des étudiants d'école d'urbanisme, d'architecture et de paysage autour des thèmes de l'étalement urbain, des énergies renouvelables, de la rénovation urbaine dans les secteurs anciens et de la trame verte et bleue.

Cet ouvrage est aujourd'hui épuisé. En raison de son succès, il est proposé en téléchargement gratuit.

12. Concours « Capitale française de la biodiversité »

En 2010, à l'occasion de l'année internationale de la diversité biologique, NatureParif a lancé un concours visant à élire la capitale française de la biodiversité et à récompenser les villes les plus créatives en matière de protection et de promotion de la biodiversité. Soutenu par la Commission européenne dans le cadre d'un programme Life+, ce concours est organisé simultanément en Allemagne, en Slovaquie, en Espagne et en Hongrie. Etd, partenaire de ce concours, a participé au conseil scientifique et technique et au jury, et a assuré l'instruction de certains dossiers.

Etd restera partenaire du concours en 2011 pour sa deuxième édition, dans les mêmes conditions [deux réunions déjà prévues les 1 et 15 décembre 2010 pour préciser le processus de sélection en lien avec le thème choisi « Aménagement urbain »].

13. Partenariat ADEME

Depuis 2002, Etd accompagnait l'ADEME dans l'animation du réseau ATEnEE-COT. Après sa récente réorganisation, l'ADEME envisage désormais une animation interrégionale de ce réseau.

L'ADEME a mis en place une plate-forme de ses partenaires qui travaillent sur des sujets proches, en relation et/ou à destination des collectivités. L'objet de cette plate-forme est de coordonner les travaux de l'ensemble des structures qui interviennent dans les champs du climat, de l'énergie, de l'aménagement urbain.

Etd a participé aux travaux de cette plateforme en contribuant à la préparation et à l'animation de deux séquences du colloque national PCeT d'octobre 2010.

Etd continuera en 2011 à participer à cette plateforme qui doit travailler dès le début de l'année à la définition d'un programme de travail, comprenant les suites à donner au colloque national PCeT d'octobre 2010 et l'élaboration d'un outil de diffusion des actions de l'ensemble des structures.



14. Climat pratic : adaptation de l'outil Climate compass

En partenariat avec l'association Réseau action climat France (RAC-F), et avec le soutien de l'ADEME, Etd s'est engagée dans un programme visant à adapter au contexte français un outil conçu en Allemagne pour aider les collectivités de petite taille à s'engager dans un plan climat territorial.

Une phase d'expérimentation a été conduite sur l'année 2010 et devrait se poursuivre en 2011 par un plan de diffusion de l'outil ainsi adapté.

Planification spatiale

15. SCoT et économie

Etd et le CERTU ont réalisé un travail d'analyse de la dimension économique des SCoT, qui a permis d'identifier un certain nombre d'enjeux liés à la prise en compte de l'économie dans les orientations. Ces premiers résultats ont fait l'objet d'une journée de restitution sous forme d'ateliers auprès de l'ensemble des SCoT, des CETE et représentants du monde économique mobilisés dans le cadre de l'étude. L'objectif est de proposer des recommandations à l'intention des maîtres d'ouvrage.

Ces travaux seront valorisés sous forme d'une publication mi 2011 et par l'organisation de Journées Territoires.

16. SCoT – Mise en œuvre – Suivi

Dans le cadre de leur convention de partenariat, le CERTU et Etd ont décidé d'engager, avec la Fédération nationale des SCoT et la FNAU (Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme), un programme sur la mise en œuvre et le suivi des SCoT.

L'objectif est, à partir de l'analyse d'une douzaine de démarches, de proposer aux territoires des recommandations méthodologiques et des outils pour faciliter le suivi de la mise en œuvre des SCoT, portant sur les questions de gouvernance, d'animation, de suivi de l'évolution du territoire, d'indicateurs, notamment.

Ces travaux doivent donner lieu à des publications dont la forme reste à définir (collection de fiches techniques, élaboration d'un guide ?) et permettront d'organiser des Journées Territoires sur les différents points méthodologiques.

17. Atelier « Cahier des charges SCoT »

En partenariat avec la Fédération nationale des SCoT, Etd a réalisé en juillet 2010 un atelier « Cahier des charges » adapté à l'élaboration et la mise en œuvre des SCoT.

4. Recherche-développement « Conduite de projet et ingénierie »

18. Le réseau teddif

Depuis 2002, Etd assure l'animation d'un réseau de plus de 100 territoires et 300 acteurs franciliens impliqués dans des projets de développement durable.

En 2010, Etd et ses partenaires (ADEME Île-de-France, Arene, Diren Île-de-France et conseil régional Île-de-France) ont actualisé et mis en ligne le répertoire des chargés de mission agenda 21, animé des groupes de travail sur le suivi des agendas 21 et des PCeT franciliens.

Fin 2009, un questionnaire sur les agendas 21 et les politiques énergétiques et climatiques des collectivités avait été envoyé à toutes les villes de plus de 2 000 habitants et intercommunalités d'Île-de-France. Il a permis la réalisation d'un panorama 2009 des agendas 21 franciliens publié sur le site www.teddif.org.

Un programme de recherche-développement a été engagé en partenariat avec l'association 4D et le Commissariat général au développement durable (CGDD) sur l'évolution des agendas 21. À partir d'un bilan d'une quinzaine d'agendas 21 dits de première génération, les travaux ont pour objectif d'imaginer les perspectives d'évolution des agendas 21 locaux dans les prochaines années : quelles seraient les évolutions nécessaires à la pérennisation ou à la mutation des agendas 21 locaux pour une meilleure intégration des finalités du développement durable dans l'organisation d'une collectivité, dans ses politiques structurantes et plus globalement sur son territoire ? Cette seconde phase du programme sera réalisée en 2011 et se place dans la perspective d'alimenter la réflexion sur les agendas 21 « Rio+20 ».

En janvier 2010, le réseau a organisé une rencontre régionale des agendas 21 sur la question de leur contribution aux enjeux franciliens et aux orientations du Grenelle de l'environnement. 120 personnes étaient présentes dont 20 élus. 50 collectivités étaient représentées parmi lesquels 4 conseils généraux, 7 agglomérations, et 39 villes. Une note d'analyse intitulée « Agendas 21 d'Île-de-France : Quelles contributions aux enjeux franciliens ? » a été publiée sur le site www.teddif.org à la suite de cette manifestation.

Entre juillet et décembre 2010, les partenaires de teddif ont organisé un cycle de formation sur l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'un projet d'agenda 21. Cette formation a été suivie par une vingtaine d'agents des collectivités franciliennes.

19. Animation de réseau – démarche GIZC

Dans le cadre de la réalisation du rapport complémentaire sur la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Zones Côtières que la France doit remettre fin 2010 à la Commission européenne, Etd a réalisé, en partenariat avec la DATAR, une enquête sur la prise en compte de la démarche

GIZC par les territoires de projets littoraux (appel à projets GIZC 2005, axe 4 FEP, ports de plaisance exemplaires, ateliers littoraux,...) dont la principale conclusion est le besoin unanime de mise en réseau ressenti par les territoires comme par les services de l'État, qui fait écho aux mesures 2.3 et 2.4 des engagements du Grenelle de la mer (dynamique de réseau en faveur du concept de Gestion Intégrée de la Mer et du Littoral).

20. Agendas 21 et exercice des compétences

À l'occasion de l'expertise des agendas 21 réalisée dans le cadre de l'appel d'offres du MEEDDAT (ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire), Etd a réalisé une analyse des contenus des agendas 21 des différents niveaux de collectivités. Une première exploitation de ce travail avait été présentée dans le n° hors série de la « Lettre du développement local », consacré à l'implication des collectivités dans le développement durable.

Ces travaux se sont poursuivis sur trois thématiques : l'urbanisme, l'économie et la mobilité.

Une note a été publiée au premier trimestre 2010.

Trois nouvelles thématiques ont été analysées en 2010 et feront l'objet d'une publication au premier semestre 2011 : le volet social des agendas 21, la prise en compte de la biodiversité et l'écoresponsabilité.

21. DDTM du Gard : analyse des cohérences territoriales

Fin 2009, Etd a répondu à un appel d'offres lancé par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) du Gard, dont l'objectif était l'élaboration d'une « grille d'analyse » des cohérences territoriales : articulation des différents périmètres d'intercommunalités, de SCoT, pays, etc. et organisation de la gouvernance. Cette étude correspond au besoin ressenti par les services de l'État d'améliorer le fonctionnement territorial de manière à ce que, notamment, les orientations définies dans les SCoT soient effectivement prises en compte par les EPCI et les communes.

Le travail a comporté trois phases : l'analyse du fonctionnement territorial du territoire du SCoT du sud du Gard, la proposition de pistes d'amélioration et enfin, l'élaboration d'une grille de lecture du fonctionnement territorial utilisable sur les autres espaces du département. Trois rapports ont donc été remis au commanditaire et validés lors de réunions du comité de pilotage de l'étude : ils exploitent l'analyse des documents d'orientation et de programmation élaborés sur le territoire et une série d'entretiens réalisés avec l'ensemble des structures du territoire du SCoT du sud du Gard (EPCI à fiscalité propre, pays, syndicat mixte du SCoT, agence d'urbanisme).

22. CACEM : référentiel développement durable

Début 2010, Etd a répondu à un appel d'offres de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) pour la réalisation d'un référentiel développement durable informatisé. Cette mission visait un double objectif :

- d'une part, réaliser un référentiel ou tableau de bord permettant de passer au crible du développement durable l'ensemble des projets de la collectivité ;
- d'autre part, s'assurer de la cohérence d'ensemble des actions et de leur adéquation avec les orientations stratégiques de la collectivité.

Le référentiel a été élaboré et testé avec les agents de la CACEM. Un guide d'utilisation a été réalisé. Une formation des agents à l'utilisation de l'outil est programmée début 2011.

23. Réseau rural français

Etd est membre de la commission permanente du Réseau rural national depuis son origine et a été réélue lors de la dernière assemblée générale du réseau le 17 décembre 2009. À ce titre Etd a participé activement aux trois réunions de cette commission permanente, instance de pilotage du réseau, qui se sont déroulées les 16 février, 3 juin et 30 septembre 2010.

Par ailleurs, Etd s'est impliquée dans la préparation et l'animation du séminaire national du Réseau rural français qui s'est déroulé à Agen les 16 et 17 décembre 2010 : participation au comité de pilotage d'organisation du séminaire, pilotage d'un forum sur l'organisation des services à la population, participation aux réflexions d'un forum sur les leviers du développement économique, animation de mini forums sur les outils du développement durable, sur le rôle des collectivités dans la structuration des filières courtes, restitution des travaux conduits par Etd dans le cadre du réseau.

24. Réseau des agendas 21

En mai 2010, à la demande du CGDD (Commissariat général au Développement durable), Etd est intervenue dans un séminaire qui réunissait une centaine de consultants et structures ressources accompagnant des collectivités dans l'élaboration d'agendas 21.

L'objet de cette intervention était d'amener les participants à prendre conscience de la nécessité de faire évoluer leurs propositions méthodologiques pour faire progresser en qualité les agendas 21 des collectivités. L'intervention dressait un bilan des forces et faiblesses des agendas 21 expertisés pour le compte du ministère entre 2007 et 2009.

Une note de synthèse a été réalisée à l'issue de cette manifestation. Elle a été envoyée à l'ensemble des participants.

25. Prospective territoriale

Etd a démarré courant 2010 un programme de travail visant à diffuser le plus largement possible la culture de la prospective et à proposer aux agents de développement, ainsi qu'aux élus et autres acteurs des territoires, des méthodes et outils facilement appropriables. Deux volets sont envisagés dans ce cadre : d'une part, l'identification progressive d'exercices de prospective conduits par des



territoires infra-régionaux, en mobilisant diverses sources (consultants, services de l'État et des conseils régionaux, têtes de réseaux...); d'autre part, l'élaboration d'une grille de qualification de ces exercices de prospective permettant de retenir ceux qui peuvent être considérés comme les plus aboutis sur le plan de la méthode et des résultats.

Ce programme contribuera à alimenter le centre de ressources Prospective de la DATAR par l'identification et la qualification de bonnes pratiques territoriales et à diffuser les travaux conduits dans le cadre de la démarche Territoires 2040.

26. Articulation urbain-rural

Etd est partenaire de Mairie-conseils pour l'élaboration et la réalisation de son programme d'échanges sur les articulations urbain-rural. Membre du comité de pilotage de ce programme, Etd a participé à la préparation du séminaire du 19 janvier 2010 intitulé « Urbain-rural : nouvelles gouvernances, nouveaux territoires ». Marc Censi, président d'Etd, a participé à une des tables rondes de ce séminaire.

5. Recherche-développement « Partenariat Territoires/Régions/Départements »

27. Programme Mobilité

En décembre 2009, Etd a organisé une réunion de réflexion ouverte aux Départements intéressés par un programme de recherche-développement sur la mobilité. Cette réunion visait à définir collectivement les objectifs du programme et la méthode de travail. Onze Départements se sont engagés dans ce programme qui s'est achevé en octobre 2010.

Le rôle des Départements en matière de transport est en effet important mais, dans un contexte d'émergence de nouveaux besoins de mobilité et de contraintes budgétaires, l'enjeu principal pour les conseils généraux consiste aujourd'hui à dépasser la seule question des transports, à mettre en cohérence des approches sectorielles pour élaborer une politique de mobilité globale, mobilisant l'ensemble des acteurs concernés et tentant d'articuler les enjeux environnementaux, économiques et sociaux.

À partir de l'analyse des politiques de mobilité actuelles des onze conseils généraux et de trois séminaires de travail, le programme a permis d'identifier une série de recommandations relatives à l'élaboration d'une politique départementale de mobilité.

Les résultats de ces travaux seront publiés début 2011.

28. Conditionnalité des aides

En 2009, Etd a mené avec un groupe de Départements un premier programme de recherche-développement sur le thème de la prise en compte du développement durable dans les politiques territoriales. À la suite de ce travail, trois rencontres ont été organisées mobilisant une soixantaine de représentants de Départements et Régions sur le passage à une nouvelle étape, celui de la conditionnalité des aides selon les principes du développement durable.

À travers les différentes démarches engagées par des Régions ou des Départements dans ce domaine – que ce soit en matière de tourisme, de zones d'activité, d'aides aux collectivités... – le programme a permis par exemple de faire ressortir la difficulté à définir des conditions concrètes dans le champ social. Le programme a également conduit à énoncer les principales caractéristiques d'un dispositif de conditionnalité, qui de fait modifie en profondeur les cadres d'intervention classiques des collectivités : sensibilisation des élus aux implications d'une telle approche, formation interne des différents services, réflexion collective au nouveau cadre, démarche pédagogique vis-à-vis des bénéficiaires conduisant à accompagner les projets très en amont. Demeure la question du suivi et de l'évaluation de tels dispositifs. Un programme ultérieur pourrait l'aborder.

Les résultats de ces travaux seront publiés début 2011.



6. Services

29. Services aux territoires

Etd propose aux territoires un ensemble de services : journées Territoires, aide à la rédaction de cahiers des charges, publications d'avis de marchés. Ces services sont gratuits pour les territoires adhérents, qui bénéficient également des publications réalisées par l'association.

Au 31/12/2010, Etd a organisé dix-huit journées Territoires qui ont rassemblé 302 participants dont 119 (soit 39%) sont issus d'organismes adhérents à Etd.

Des interventions auprès des élus ont été réalisées cette année, à la demande de territoires adhérents ou d'abonnés Territoires services : le pays Ouest Charente sur les enjeux du SCoT Grenelle en octobre, le pays du Mans sur les plans climats territoriaux en décembre, l'association des maires du Territoire de Belfort (marchés publics) en décembre.

LES JOURNÉES TERRITOIRES : THÉMATIQUES TRAITÉES EN 2010

DÉVELOPPEMENT DURABLE	Genre : prendre en compte l'égalité hommes/femmes dans les projets de développement local
	Développement durable : la conditionnalité des aides
	Développer une activité touristique selon une approche durable
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	Atelier PER (2 sessions dont une en partenariat avec l'ARADEL)
	Partenariat Public-Privé
	Circuits courts alimentaires et restauration collective : quel rôle pour les collectivités ?
	Construire un projet entre partenaires publics et privés
ÉNERGIE ENVIRONNEMENT	Comment soutenir le développement de filière bois local grâce à des politiques d'urbanisme adaptées ?
	La nature en ville
SERVICES	Comment monter son PCeT ?
	Monter une maison de santé
URBANISME	Programme national d'équipement en maison de santé : comment construire son projet ?
	SCoT : démarche d'élaboration et recours aux consultants
MARCHÉS PUBLICS	SCoT : démarche d'élaboration et recours aux consultants
	Atelier cahier des charges (3 sessions dont une en partenariat avec l'INDL en 2011)
MARCHÉS PUBLICS	Comprendre les marchés à procédure adaptée (2 sessions)

Une session de deux journées sur les cahiers des charges dans le champ de l'habitat a été organisée pour la FNAR (une des cinq fédérations de l'Union Sociale pour l'Habitat) en juin 2010.

Deux séminaires ont également été organisés en novembre et en décembre. Le premier, en partenariat avec la FNCoFor (Fédération Nationale des Communes Forestières), les Forestiers privés de France et la CMA (Chambre de Métiers et de l'Artisanat) des Vosges, a rendu compte de travaux réalisés dans le cadre du Réseau rural. Il a abordé la question de la valorisation des bois locaux.

Un second séminaire, organisé en partenariat avec l'OCDE et la CDC en décembre, a restitué les travaux conduits sur la croissance verte dans le cadre de la réponse à l'appel à projets FSE.

30. Services aux Régions et Départements

Etd propose aux Régions et Départements adhérents, en dehors des programmes de recherche-développement (mobilité, éco-conditionnalité des aides), des services comprenant notamment la diffusion de nos publications, la participation à des rencontres qu'ils organiseraient, la recherche d'informations à la demande et, pour les Régions uniquement, l'animation de journées destinées à leurs territoires de projet (duplication des journées territoires nationales).

31. Interventions dans des manifestations régionales ou départementales

Etd est intervenu dans des manifestations à la demande des partenaires suivants :

- le conseil régional de Bretagne sur SCoT et foncier (en mars),
- le club des SCoT du grand ouest sur les enjeux des SCOT Grenelle (présentation des évolutions législatives, conséquences sur les syndicats mixtes) - (en mai),
- le conseil général de Seine-Saint-Denis sur l'écoresponsabilité (en juin),
- le conseil général de Saône-et-Loire sur la mobilité (en octobre),
- le conseil régional de Poitou-Charentes sur les maisons de santé (en novembre),
- le conseil régional de Champagne-Ardenne sur les transports (en novembre),
- le conseil régional Provence-Alpes Côte d'Azur sur la réforme des collectivités territoriales (en juillet et novembre),
- l'association des maires des territoires de Belfort sur les marchés à procédure adaptés (en décembre),
- l'URML (Union Régionale des Médecins Libéraux) de Bourgogne sur les maisons de santé (en décembre).

32. Aide à la définition des politiques territoriales régionales par des travaux de benchmarking

Les demandes d'information et de benchmarking ont porté sur :

- les politiques contractuelles des Régions vis-à-vis des pays - Région Alsace,
- les SCoT (articulation SCoT/pays, dispositif d'appui aux SCoT constitués, etc.) - Région Alsace,

- le portage de PLH par des pays - Région Bourgogne,
- les centres de ressources et les dispositifs d'animation proposés par les Régions à destination des territoires de projets - Région Picardie.

33. Site Internet et services associés

46 000

visites en moyenne
mensuelle

L'évolution du site internet, prévue à l'issue de la réflexion sur l'évolution de l'offre de services, a été repoussée à 2011 afin de pouvoir intégrer les préconisations issues de la mission confiée à IDcommunes en 2010 sur le positionnement et la stratégie de communication de l'association, et renforcer la cohérence graphique entre les différents outils d'information.

La fréquentation du site en 2010 s'élève à 492 000 visites avec une moyenne de près de 46 000 visites par mois. À fin décembre, la newsletter comptait 10 800 abonnés.

59 000

documents
téléchargés depuis
Projetdeterritoire.com

Parmi les productions de l'association, quelques-unes ont connu un fort succès ; c'est le cas de deux focus publiés sous forme électronique et intégrés dans la newsletter. Le focus « Gestion territoriale de l'emploi et des compétences » a été téléchargé 2 429 fois et le focus « Comprendre les marchés publics » a été téléchargé 8878 fois et a été relayé bien au-delà de notre sphère habituelle de diffusion.

30 newsletters ont été réalisées jusqu'au 31/12/2010, ce qui correspond à trois éditions mensuelles en moyenne hors période de congés. Environ 10 800 personnes y sont abonnées.

Les listes de discussion animées par Etd sont désormais au nombre de trois puisqu'en accord avec l'ADEME, la liste Agoratenee a été fermée au profit de la liste de discussion d'EnergyCities. Les trois agoras (pays, SCoT, agendas21) rassemblent à fin décembre 2010, 3 352 membres. Agorapays, la plus ancienne des listes, comprend 1 344 inscrits, agorascot, 1059 et agoragendas 21 réunit 949 membres.

609 offres d'emploi ont été mises en ligne en 2010, dont 62% sont en provenance d'intercommunalités et de territoires de projet. 21% des offres publiées sont issues d'organismes adhérents à Etd. La rubrique Offres d'emploi a fait l'objet de 744 019 consultations uniques contre 498 514 en 2009 soit une augmentation de près de 49%. La rubrique Avis de marchés a, quant à elle, reçu 12 072 consultations uniques pour 7 013 consultations en 2009 ce qui correspond à une augmentation de 72%.

La diffusion des avis de marchés est un service mis en place en 2009 et exclusivement réservé aux adhérents. Il constitue souvent un argument fort en faveur de l'adhésion de la collectivité à l'association, et s'inscrit dans un accompagnement proposé par Etd sur l'organisation des consultations. Ce dernier comprend des journées de formation à la rédaction des cahiers des charges, un accompagnement personnalisé des adhérents, une aide à l'identification de bureaux d'études et la publication des avis de marchés sur notre site.

65 avis de marchés ont été diffusés sur le site et la newsletter. Ce service reste sous-utilisé par les régions et départements adhérents, à l'exception de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les données du répertoire des pays et des agglomérations n'ont pas été remises à jour en janvier 2010 en raison du non-remplacement de la cartographe à la suite de son départ en 2009. Seules les coordonnées des agents référents, des présidents et des animateurs des conseils de développement ont été actualisées.

34. Allo Territoires services

Au 31/12/2010, 307 demandes sont parvenues à Allo Territoires services. Parmi celles-ci 44% portaient sur des questions juridiques, 13% sur des recherches d'expériences. Environ 26% des demandes proviennent des adhérents de l'association qui ont bénéficié d'un traitement approfondi.

L'accueil du service a été revu en 2010 et est désormais assuré par la chargée de mission responsable de la relation aux adhérents, ce qui a permis d'améliorer la relation vis-à-vis de ces derniers, et de mieux promouvoir l'adhésion auprès des collectivités utilisatrices du service. Des publicités valorisant le service ont été créées par Etd et insérées dans la revue T comme territoires et sur le site internet.

En 2011, des campagnes de communication, destinées à afficher plus clairement la compétence juridique d'Etd seront organisées. Au-delà, il est envisagé de proposer un service plus spécialisé en fonction des thématiques traitées par l'association dans des programmes de recherche-développement (outils de la mobilité, montage d'une maison de santé, etc.) et d'organiser une communication spécifique à cet effet.

35. Liste des publications 2010

6 OUVRAGES

Développement durable : quel soutien des Départements aux territoires ? Premiers éléments sur la conditionnalité des aides - mars 2010

Focus | Gestion territoriale des emplois et des compétences - mars 2010

Les collectivités locales partenaires de l'offre locale de soins : quels outils et quels moyens ? - septembre 2010

Focus | Le vade-mecum des petits marchés publics - septembre 2010

Ateliers territoriaux du Grenelle de l'environnement - Élus et étudiants dessinent un nouvel avenir - octobre 2010

La croissance verte - une opportunité pour le développement local et l'emploi - décembre 2010

Ces ouvrages ont été imprimés en général à 1 500 exemplaires, excepté le guide santé édité en 2 500 exemplaires afin d'être diffusé lors du séminaire d'Arras en septembre dernier ainsi que par les partenaires, la DATAR et le ministère de la Santé.

Cette année, au-delà de la diffusion habituelle - adhérents de l'association, centres de ressources, partenaires, associations d'élus - en application des choix de communication issus de la réflexion sur l'offre de services de l'association, les ouvrages d'Etd ont été adressés gratuitement à un cœur de cible concerné par la thématique (élus et agents des collectivités et intercommunalités). Ils ont par ailleurs été remis gratuitement aux collectivités qui en faisaient la demande à l'issue



téléchargements
du Focus MAPA

d'une campagne de communication électronique. Dès épuisement du stock, ils ont été mis en téléchargement sur le site internet.

Deux ouvrages ont été uniquement diffusés sous forme électronique : le focus GTEC et le focus MAPA.

9 NOTES

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Agendas 21 et compétences - mars 2010.

ÉNERGIE-ENVIRONNEMENT

Biodiversité et territoires : la nature et la ville durable - janvier 2010.

La concertation dans la conduite d'un Plan Climat-Énergie Territorial - octobre 2010.

Comment la nature s'intègre dans les politiques des territoires urbains ? - novembre 2010.

Un diagnostic énergie/gaz à effet de serre à l'échelle de mon territoire - octobre 2010.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les facteurs clés de succès des projets touristiques en milieu rural - février 2010.

En partenariat avec IPOLIS et PV2D.

Le bois local dans l'urbanisme et la construction - novembre 2010.

Recourir au bois local dans la commande publique - Guide de recommandations - novembre 2010,

Construire des stratégies d'appui au développement d'une économie résidentielle maîtrisée dans les territoires ruraux - décembre 2010.

25 FICHES
DÉCRYPTAGE GRENELLE II

Etd et le Certu réalisent en commun un décryptage de l'impact du Grenelle 2 sur la mise en œuvre des politiques publiques des collectivités dans les champs de l'aménagement, de l'environnement et des transports.

Destinées aux collectivités de toute taille, les 25 fiches proposées traitent des questions abordées dans la loi Grenelle 2, pour le déploiement desquelles un éclairage technique et juridique s'avère indispensable.

Ces fiches sont regroupées en 5 domaines : énergie-climat ; transports ; bâtiments et urbanisme ; biodiversité ; gouvernance. Elles sont téléchargeables librement sur les sites d'Etd et du CERTU.



ETD FAIT **PROGRESSER** **SON ENGAGEMENT EN FAVEUR** **DU DÉVELOPPEMENT DURABLE** DANS SES PROCESSUS DE **GESTION INTERNE**

Etd dans tous ses processus de production interne et de travail accorde une importance particulière à la réduction des impacts environnementaux de ses activités et invite ses collaborateurs à pratiquer des éco-gestes simples.

En interne, Etd a arrêté d'utiliser de la vaisselle jetable et des bouteilles d'eau plastiques ; ces dernières ont été remplacées par des fontaines filtrantes connectées sur le réseau d'eau courante.

Etd a supprimé ses cafetières à capsules non recyclables et a choisi un distributeur de l'entreprise Caron (certifié ISO 14001 depuis 2005), utilisant des produits issus de l'agriculture biologique et équitable. Le marc de café est recyclé et la brûlerie Caron soutient financièrement des projets économiques et sociaux dans les communautés locales produisant les cafés.

Les ampoules à incandescence sont renouvelées progressivement par des ampoules basse consommation.

Les postes de travail des collaborateurs ont été programmés pour imprimer par défaut en noir et blanc et en recto-verso.

Tous les collaborateurs sont invités à pratiquer un tri sélectif du papier en vue de son recyclage.

Des produits ménagers verts sont mis à disposition de la société de nettoyage des locaux.

L'association privilégie l'usage des transports en commun, notamment du train, lors des déplacements des collaborateurs et compense leurs déplacements auprès d'Action carbone.

UNE POLITIQUE D'**ÉCO-COMMUNICATION**

Lors d'organisation d'événements, l'association limite l'impression des documents et a remplacé les « valisettes » par des chemises en amidon de maïs ou des sacs en fibre de bambou. Dans la mesure du possible, nous louons des salles de réunion dans des centres d'aides par le travail afin de contribuer à l'emploi de personnes handicapées. L'ensemble des inscriptions aux journées et séminaires organisés par l'association est géré sur internet et par mail (inscription, confirmation).

Dans sa stratégie de communication, Etd limite au maximum l'impression de documents et réalise ses campagnes via des emailings.

Pour rendre compte de ses travaux Etd limite le nombre d'exemplaires d'ouvrages imprimés et dès épuisement des stocks les propose en téléchargement.

Nos travaux d'impression sont réalisés avec des imprimeurs certifiés Imprim'Vert, utilisant du papier labellisé PFEC et FSC et des encres végétales (Imprimeries Escourbiac et Montligeon).